

Séminaire de présentation à mi-parcours des projets retenus en 2006 par le programme Agriculture et Développement Durable (ADD) (ANR – Organismes)

Ecully, 13 janvier 2009

Introduction de Olivier Godard, Président du Conseil scientifique

Bienvenue aux responsables de projets, aux membres du Comité d'orientation et du Conseil scientifique.

Cette réunion sur deux jours, nous la voyons comme une rencontre entre chercheurs, plus précisément entre ceux qui sont responsables d'une recherche en cours et ceux qui, réunis au sein du Conseil scientifique, ont souhaité donner leur chance et des moyens conséquents à leurs collègues qui ont su éveiller leur intérêt et élaborer des propositions globalement convaincantes, en dépit des risques et faiblesses sur tel ou tel aspect. En d'autres termes, nous ne sommes pas ici au tribunal, même s'il nous revient à nous, Conseil scientifique, de formuler des avis comme ceux que les responsables de projets ont reçus au seuil de la nouvelle année. De notre part, cette rencontre sera placée sous le signe de l'exigence. Nos attentes sont grandes envers ces projets, comme est grande notre curiosité. Le dialogue noué ces deux journées doit placer chaque projet dans les meilleures conditions pour qu'il conduise aux résultats attendus.

Le succès scientifique du programme ADD s'impose d'autant plus que la problématique du développement durable est devenue controversée, au point que nombre de nos collègues préfèrent s'en détourner pour éviter d'être prisonniers des phrases creuses ou des récupérations superficielles qui font florès, ou pour ne pas se lier intellectuellement à ce qui est fondamentalement un pari : rendre le développement humain compatible avec la préservation de quelque chose qu'on pourrait appeler un environnement en bonne santé. L'enjeu du développement durable est simplement de mettre un terme à cette guerre des hommes contre le monde dont Michel Serres a placé l'analyse au cœur d'un récent ouvrage¹. Je pense personnellement que la question est sérieuse, que le pari mérite d'être fait, qu'il n'y a certainement pas lieu de récuser cette problématique d'un revers de main, et que la recherche doit apporter son concours à ce projet de vie.

Pour donner la mesure de ce dont nous parlons, prenons le cas du changement climatique planétaire. Un collègue de Harvard, Martin Weitzman, économiste, spécialiste de la théorie statistique bayésienne appliquée à la décision, a repris récemment² les rapports du GIEC de 2007 et les publications de ces dernières années dans le champ de la modélisation du climat en vue d'estimer ce qu'on appelle les queues de distribution. Montrant pour quelles raisons il n'était pas satisfaisant de s'en tenir en ce cas à la représentation donnée sous la forme d'une courbe de Gauss de la probabilité des états possibles, raisons liées à l'incertitude scientifique sur les limites des valeurs extrêmes, il mettait en avant une modélisation alternative à « queues épaisses ». D'après sa traduction des modèles climatiques, il existait ainsi une

¹ M. Serres, *La guerre mondiale*. Le Pommier, (Coll. Essais), 2008.

² M. Weitzman, *On modelling and interpreting the economics of catastrophic climate change*, Harvard University, 7 July 2008.

probabilité d'au moins 5% qu'une concentration atmosphérique des gaz à effet de serre de 550 ppm de CO₂eq entraîne à long terme une élévation de la température moyenne du globe de 11°C ou plus. De l'avis de nombreux scientifiques, on a beaucoup de mal à se représenter le fonctionnement de la Terre à une telle température mais le pronostic vital est clairement engagé pour la plupart des espèces vivantes et pour l'Humanité en particulier. Or 550 ppm, c'est un niveau que nous devrions atteindre vers 2035 si nous continuons sur les tendances actuelles. Il s'agit certes là d'un scénario catastrophe, mais ce n'est pas faire preuve de catastrophisme que d'en faire un point fort de la réflexion sur la politique climatique et sur les modèles scientifiques des phénomènes environnementaux. Ce scénario n'est pas le plus vraisemblable, il correspond néanmoins à une éventualité à la probabilité supérieure, de plusieurs ordre de grandeurs, à ce que nos sociétés jugent acceptables pour le risque nucléaire ou pour la défaillance de systèmes techniques modernes. Est-ce durable ? Est-ce viable ? Est-ce soutenable ?

Nos attentes sont d'autant plus grandes envers vos recherches qu'un double constat semble pouvoir être fait : 1) pour mettre en œuvre des politiques de développement durable, les connaissances requises font souvent défaut, qu'il s'agisse de données de base, de modélisation des fonctionnements, de prospective du devenir des éco-socio-systèmes ou même de concepts adéquats. 2) les politiques visant cet objectif s'appuient de moins en moins sur des connaissances scientifiques, étant davantage influencées par les mouvements d'opinions ou les actions de lobbying de ce qu'on appelle les « parties prenantes ».

Afin de préciser nos attentes, je voudrais insister sur plusieurs aspects :

a) le rapport entretenu par les recherches avec le développement durable.

Le développement durable ne doit pas être pour vous un arrière-plan implicite ou une évidence tellement naturelle qu'elle ne nécessiterait aucun appesantissement. Chaque projet est guidé par ses propres objectifs et trouve ses limites dans les contours de l'objet qu'il s'est donné. Néanmoins, ce programme sera un succès à nos yeux si chaque projet nous dit quelque chose de fort sur la réorientation des modes de développement vers un développement durable, sur les actions qui le promeuvent, sur les politiques qui coordonnent l'action collective, sur les obstacles rencontrés et sur les effets pervers éventuels qu'il peut induire, ou encore sur les choix cornéliens qu'il impose aux responsables politiques, aux agents économiques et aux citoyens.

b) la question du comparatisme.

De nombreux projets sont organisés autour de l'idée de comparaison entre différents terrains, entre différentes situations. Tout cela est bel et bon, mais comparer dans quel but ? Pourquoi comparer, par exemple, la France, le Brésil et l'Afrique du Sud, et pas la France, l'Allemagne et le Royaume Uni, ou encore l'Inde, la Chine et le Brésil. Le choix des pays à comparer doit être le vecteur, que nous espérons volontaire, d'une problématique particulière, que nous espérons claire aux yeux des animateurs de projet. Il nous est cependant arrivé, au sein du Conseil scientifique, de nous interroger sur les motifs scientifiques des comparaisons proposées et sur la manière dont ces comparaisons allaient être scientifiquement exploitées, au-delà du constat que sont repérables à la fois des similitudes et des différences.

c) la mise en tension particulière du programme ADD.

Inéluctablement, les recherches menées dans le cadre du programme ADD sont mises en tension par deux exigences qu'il serait aisé d'opposer. Nous avons d'un côté le souci que vos recherches parviennent à des résultats, sinon universels, du moins d'une généralité suffisante pour pouvoir féconder la connaissance d'autres situations que celles de vos terrains. Méthodes, modélisations, théories sont alors les mots-clés qui caractérisent nos attentes. De l'autre côté nous vous demandons de vous soucier du rapport entre connaissances savantes et connaissances profanes, du rapport que les chercheurs nouent avec les acteurs du développement, de l'aide à la résolution de problèmes dans des situations concrètes particulières. D'un côté, nous vous demandons de décontextualiser vos approches et vos résultats, de secouer vos chaussures pour que s'en détache la glaise du terrain. De l'autre, nous vous demandons de les contextualiser ou recontextualiser après le détour de la généralisation. Peut-être est-ce l'une des originalités du programme ADD ?

d) la recherche de l'originalité scientifique

En parcourant l'ensemble des avis formulés par le Conseil scientifique, on est frappé de voir exprimer assez fréquemment une interrogation sur l'originalité des recherches, ce qui s'entend de deux manières : a) quelle est la valeur ajoutée de ce projet ADD par rapport à des travaux antérieurs des équipes ; b) en quoi les résultats qui vont être obtenus sont-ils originaux par rapport à l'état international des connaissances ? Si vous voulez lever les doutes qu'il nous est arrivé d'éprouver, il vous appartient de prendre les devants et de répondre clairement et précisément à ces deux interrogations.

e) le souci de la prospective des objets de recherche

Le programme ADD porte sur les liens entre agriculture, au sens large, et le développement durable. Cela nous intéresse. Nos attentes sont grandes, de ce fait, quant à la prospective de l'activité agricole dans son rapport à l'écosystème, au territoire, à la société locale, aux marchés, au devenir énergétique et aux dispositifs publics d'intervention et de régulation. Or cette dimension prospective ne vient pas spontanément à des projets conçus autour de l'observation, puis de la modélisation de l'existant. Nous vous demandons, dans la dernière phase de votre recherche, de vous risquer à engager la prospective de votre objet.

f) la coordination scientifique et humaine des projets

Le dernier point que je soulèverai relève de l'économie de la recherche. Dans l'ensemble, les programmes ADD fédèrent plusieurs équipes appartenant à des institutions et parfois à des pays différents. Il s'agit là de collectifs humains d'une taille significative qui demandent une bonne organisation du travail et une coordination vigilante reposant sur des interactions nombreuses qui ne peuvent pas être laissées au hasard des affinités. Je ne saurais trop insister sur le rôle essentiel des responsables de projet.

Quelques points d'organisation à présent (...). FIN